FRC 7415

RECIT

DE CE QUI S'EST PASSÉ
EN L'EGLISE CATHÉDRALE
DE ROUEN
Le 28 Décembre 1790.





RECIT

De ce qui s'est passé en l'Eglisé Cathédrale de Rouen le 28 Décembre 2790.

CEFOURD'HUI 28 Décembre 1790, le Chapitre extraordinairement assemblé, à l'issue de Matines, M. l'Abbé de S. Gervais, Doyen, a dit que la veille il lui avoit été nommément adressé, de la part de Messieurs composant le Directoire du District de Rouen, une lettre dont s'ensuit la teneur:

» MONSIEUR,

» Nous avons l'honneur de vous prévenir que, d'après la délégation qui nous est donnée par le Directoire du Département de la Seine-Inférieure, & la commission qui nous est donnée par le Directoire du District de Rouen, nous nous rendrons demain, dix heures précises du matin, tant à la Cathédrale qu'au Chapitre, pour y exécuter les Décrets de l'Assemble Nationale, sanctionnés par le Roi, relatifs aux Dignitaires, Chanoines, Prébendés, Demi-Prébendés, Chapelains, tant des Eglises Cathédrales que des Eglises Collégiales & tous autres bénésices & prestimonies généralement quelconques, de quelque nature & sous quelle dénomination que ce soit. «

» Nous vous prions, Monsieur, de vouloir bien y faire trouver toutes les personnes qui seront nécessaires pour l'entiere exécution des lois, notamment de l'instruction des Comités Ecclésiastiques & d'aliénation des domaines nationaux réunis, annexée à la loi du 8 Novembre dernier, & approuvée par le Roi. «

» Nous sommes avec respect,

» MONSIEUR,

» Vos très-humbles & trèsobéissants serviteurs

"Les Administrateurs du Directoire du District de Rouen. Signé DE BONNE., &c. « Lecture faite de cette lettre, M. le Doyen a proposé que la Compagnie se rassemblât, après Sexte, au lieu accoutumé de ses délibérations, où MM. les Archidiacres non-Chanoines & les Chanoines in minoribus seroient appellés. Sur quoi délibéré, ladite proposition a été unanimement agréée.

Ensuite mondit sieur le Doyen a soumis à l'examen de la Compagnie le projet de réponse à faire aux Commissaires du District, lequel a été adopté sans aucune réclamation.

A l'heure marquée les Chanoines ont été du Chœur au Chapitre, & à l'instant se sont présentés MM. Goube & Lesebvre, Membres du District de la ville de Rouen; ensemble M. le Procureur-Syndic & MM. les Secrétaires-Greffiers, suivis des autres Membres du Clergé de l'Eglise Cathédrale, qui s'étoient trouvés au Chœur.

MM. les Commissaires du District ayanz A 3 pris place sur le banc destiné à ceux qui ont à parler à la Compagnie, M. Goube a dit qu'ils venoient mettre à exécution, dans l'Eglise & Chapitre de Rouen, le Décret de l'Assemblée Nationale du 12 Juillet, sanctionné par le Roi, & en prendre possession au nom de la Nation.

Lecture dudit Décret a été par lui faite.

Lecture a été pareillement faite de l'acte de délibération du District, en vertu duquel ils se proposoient d'opérer. Et dans cet acte étoit relaté l'ordre donné au Directoire du District de Rouen par MM. composant le Directoire du Département de la Seine-Inférieure, de procéder incessamment à la suppression du Corps Capitulaire, & à la saisse de tous les effets étant en l'Eglise, par eux dits appartenir à la Nation.

Alors M. le Doyen prenant la parole, & notifiant à MM. les Commissaires que la réponse qu'ils alloient entendre, exprimoit le

vœu unanime de la Compagnie dont il étoit le Chef, a dit:

»MESSIEURS,

» Le sort que viennent d'éprouver presque toutes les Eglises Cathédrales du royaume, nous préparoit aux ordres que vous nous apportez. «

» Nous fommes attachés aux mêmes fonctions que les Ministres de ces Eglises antiques & vénérables; leurs principes sont les nôtres: comme eux, nous devons les manisester avec la liberté de l'Evangile. «

Appellés de Dieu pour coopérer à l'œuvre du ministere, placés dans le Sanctuaire par l'autorité de son Eglise, nous n'avons point usurpé l'honneur d'être les organes de la priere publique, le Conseil & le Sénat du premier Pasteur, de gouverner le Diocese pendant la vacance du Siege, d'exercer une Jurisdiction habituelle sur une portion du troupeau. Si ces prérogatives nous sont

enlevées, au regret de les perdre se joindra celui de ne plus rendre, en corps, à la religion & à la société les services dont notre état nous imposoit le devoir, & nous offroit des occasions multipliées. «

» Jusqu'à ce que la puissance ecclésiastique & la puissance civile aient concouru à la suppression que vous nous annoncez, nous ne pouvons nous regarder comme dépouillés de ces prérogatives, ni comme affranchis de ces devoirs. Nous attendrons avec une foumission religieuse la décision du souverain Pontise & du Corps épiscopal. C'eût été nous dégrader, même à vos yeux, que de retenir ces vérités captives, en un moment où il nous est donné d'en faire la profession solemnelle. Nous vous demandons, MM., de les configner dans vos registres comme un hommage que chacun de nous s'est empressé de rendre à l'inviolable sainteré de nos engagements. «

» Ces engagements nous imposent l'étroite

obligation de remplir les fonctions facerdotales attachées à nos titres & à nos prébendes. Nous y fommes contraints par la la religion du ferment; y manquer feroit une défertion & un parjure: & si la force impérieuse de la nécessité ne nous y contraignoit, nous ne croirions pas même pouyoir en suspendre l'exercice. «

Cette réponse ayant été écoutée avec une p rosonde attention, M. le Procureur-Syndic a observé que depuis la promulgation du Décret de l'Assemblée Nationale, dont lecture avoit été faite, les Chanoines de l'Eglise de Rouen avoient cessé d'être une corporation, & que, depuis cette époque, ils ne pouvoient former de demandes ou de réclamations qu'individuellement: pourquoi il déclaroit que MM. les Commissaires du District ne pouvoient recevoir ou mentionner dans leur procès-verbal aucun acte ou réponse qui ne sût conforme aux Décrets de l'Assemblée Nationale.

Ce refus n'a point empêché la Compagnie de demander à mesdits sieurs copie du discours qu'ils lui avoient adressé. Et par eux a été répondu qu'ils n'avoient point fait de discours; qu'ils étoient de simples délégués, des porteurs d'ordres, & que leur fonction se bornoit à les exécuter.

Ayant donné lecture du préambule de leur procès-verbal, ils en ont continué la rédaction.

A cet instant il leur a été représenté, par M. le Doyen, que ne pouvant se regarder comme privés de leurs droits & affranchis de leurs obligations, les Chanoines de l'Eglise de Rouen étoient dans le dessein de continuer l'exercice de leurs fonctions, tant que la force ou d'autres obstacles insurmontables ne s'y opposeroient pas; & comme plusieurs insisseint sur cet article capital, de maniere à nécessiter la déclaration précise de MM. les Commissaires, par eux ensin a été dit en substance: » Qu'ils seroient fâchés d'em-

» ployer aucune violence.....; mais qu'au » nom de leurs Commettants ils défendoient » à Messieurs les Chanoines de faire, dans » l'Eglise Cathédrale, aucun acte de corpora-» tion, & d'y remplir aucune des fonctions » ci-devant attachées à leurs titres, éteints » par la Loi. «

Et ont clos, pour cette partie, leur procès-verbal, dans lequel ils ont employé les noms de tous les Titulaires & autres Membres du Clergé présents, sans requérir la signature de personne.

Déclarant qu'ils alloient, au nom de la Nation, se mettre en possession des ornements, vases, livres, tableaux, & de tous autres effets mobiliers existants dans l'Eglise Cathédrale de Rouen, ils ont demandé à MM. du Chapitre la remise des cless. Il leur a été répondu qu'elles n'étoient pas aux mains des Chanoines.

MM. les Commissaires ayant demandé que quelques-uns de Messieurs voulussent bien

assister au récensement qui par eux alloit être fait, MM. Perchel, de Marbeuf & Ravette l'ainé, Commissaires du Chapitre pour les inventaires du mois de Septembre dernier, ont consenti, sur l'invitation de la Compagnie, à se trouver au surplus des opérations.

MM. les Commissaires du District s'étant retirés, les Chanoines restés en Chapitre ont délibéré qu'à l'heure ordinaire on se présenteroit pour l'Office de None & de Vêpres.

Présumant que la tentative seroit inutile, M. le Doyen a sais ce dernier moment pour déposer, dans le sein de la Compagnie, l'assurance éternelle des sentiments qu'il eut toujours pour ses Consreres, qui, de leur côté, ont répondu à leur respectable Ches avec cet empressement & ce désordre, langage du cœur, quand il est vraiment & puissamment ému.

Dans le cours de l'après-dînée sont venus

chez M. le Doyen plusieurs de Messieurs; qui ont dit : que quoique la cloche de Vêpres n'eût pas sonné, ils s'étoient présentés pour l'office à l'heure accoutumée; & qu'ayant trouvé sermées toutes les portes extérieures de l'Eglise, ils avoient été contraints de se retirer.

Sont aussi venus MM. Perchel, de Marbeuf & Ravette, qui ont dit:

» MESSIEURS,

» Nommés par vous, & sur la demande de MM. les Commissaires du District, pour procéder au récolement des effets mobiliers portés en l'inventaire qu'ils en avoient dressé devant nous au mois de Septembre dernier, & reconnoître les scellés apposés le même jour sous nos yeux, nous les avons accompagnés dans tous les lieux où cette vérification pouvoit exiger notre présence. Les dissérents scellés ont été reconnus; les effets mentionnés aux invenun scellé a été placé sur les deux Sacristies, ainsi que sur les portes du Chœur. «

» Un moment déchirant pour vos Commissaires, Messieurs, c'est celui où ils ont vu se fermer, pour vous & pour eux, ce sanctuaire au pied duquel nous allions chaque jour porter en commun le tribut de nos prieres.

» Nous avons fui promptement ce triste spectacle, & le soin de vos intérêts a rappellé nos esprits. L'inventaire des essets les plus précieux, destinés au culte, venoit de passer entre les mains de MM. les Commissaires du District: une copie de cet inventaire devenoit un gage de leur existence à cette époque, & de la représentation qui en avoit été faite. Vous la désiriez, Messieurs, & nous l'avons réclamée en votre nom; elle nous a été resusée par MM. du District, lesquels ont dit que le procès-verbal qu'ils dressoient en ce moment, faisoit soi des vé-

rification & remise de cet inventaire, & seroit pour nous un titre de libération suffisant & authentique. «

» Le procès-verbal alloit être fermé, la lecture en a été faite; nous avons déclaré ne pouvoir le figner, n'ayant suivi la présente opération qu'à l'effet de reconnoître les permiers scellés & vérifier les inventaires, sans que de notre présence il sût possible de rien induire.... Ces réserves ont été employées & le procès-verbal a été clos.»

A été le présent, pour l'exactitude des faits, rédigé à Rouen, par ordre du Chapitre, les jour & an que dessus.

De l'Imp. de veuve LAURENT DUMESNIL, rue Neuve S. Lo, 1790.

F + 3

- Al Al and the Market of the Control of the Contro

A state of the second s

The state of the s